

**Séance ordinaire du
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Tasme AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et
la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement, signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants.

Le CEJ de la Ville de Montpellier arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il convient de conclure avec la CAF, en lieu et place une Convention Territoriale Globale (CTG), qui remplace les CEJ. En effet, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) a mis fin aux CEJ considérant que ce dispositif était complexe et inégalement mis en œuvre sur les territoires.

Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global autour du projet de territoire porté par la Ville. Elle fixe le cadre stratégique des relations contractuelles entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Montpellier sur les thématiques petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale et permet notamment de soutenir le développement de l'offre d'accueil des 0-3 ans, de services d'accueil et d'information aux familles, d'actions jeunesse, d'actions parentalité et la coordination des politiques enfance et jeunesse.

Les « *bonus territoire* » CTG remplacent la prestation du CEJ et seront désormais directement versés aux gestionnaires et non plus à la Ville. Par ailleurs, les postes de coordination cofinancés dans le cadre du CEJ doivent évoluer vers des postes de « *chargés de coopération* » qui doivent impulser et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'actions de la CTG en forte transversalité interne et externe.

Le dossier d'élaboration de la CTG comprend un diagnostic social du territoire, une présentation des enjeux du territoire et un plan d'actions à décliner en matière de petite enfance, d'enfance, de jeunesse, de parentalité et d'animation sociale du territoire et les modalités de mise en œuvre et de suivi de la CTG.

LE CONTRAT

Tout au long de l'année 2022, la Ville a travaillé en lien étroit avec la CAF au dossier d'élaboration de la CTG.

Le diagnostic de territoire a été rédigé sur la base de l'Analyse des besoins Sociaux du Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS) réalisée en 2022 et des portraits de territoire des Quartiers Politique de la Ville (QPV) élaborés en 2021 dans le cadre du contrat de ville. Il s'articule autour d'un état des lieux relatif à la population et au territoire, à l'habitat et au cadre de vie, aux équipements et services et à la vie économique. A ce diagnostic, s'ajoute un bilan de la période contractuelle CEJ 2019-2022.

Le document rappelle aussi la place centrale donnée aux enfants, à leur famille et à la jeunesse par la Ville de Montpellier, comme en témoigne nombre de ses actions : adhésion au réseau UNESCO Villes apprenantes, au label UNICEF Ville amie des enfants et plus récemment au réseau international Villes des enfants, porté par l'association Franceso-Tonucci. D'autres actions sont présentées, telles que le soutien scolaire gratuit, public et laïc, la concertation Montpellier Ecoles 2030, la cité éducative sur le quartier de la Mosson, etc.

A partir du diagnostic, des perspectives de développement et des priorités que s'est fixées la Ville, un plan d'actions a pu être défini autour des priorités suivantes :

Pour la petite enfance :

Trois grands axes principaux sont déclinés et détaillés dans le contrat :

1. L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville d'ici à la fin du mandat et l'inclusion de l'enfant dans la ville pour faire de Montpellier une ville à hauteur d'enfant et du petit enfant ;
2. L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance ;
3. Promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

Pour l'enfance :

Les trois axes déclinés sont issus du Projet Educatif de Territoire (PEDT) et portent une attention particulière sur la question de l'inclusion des enfants en situation de handicap :

1. Mobiliser les temps périscolaires et extrascolaires pour favoriser l'éveil des enfants en renforçant la qualité des interventions sur les temps péri et extrascolaires et en assurant une meilleure cohérence éducative entre tous les professionnels de l'éducation ;
2. Renforcer les conditions d'une école accueillante favorisant la scolarisation de tous les enfants avec besoin spécifique. Un travail en lien avec les partenaires s'est engagé afin de trouver les leviers les plus adaptés pour ce faire ;

3. Agir pour un climat scolaire apaisé en luttant contre le harcèlement scolaire et en prenant plus en compte la parole des enfants.

Pour la jeunesse et l'animation de la vie sociale à travers les Maisons Pour Tous :

Une nouvelle feuille de route a été fixée à ces deux politiques en 2022 ; elles seront déclinées opérationnellement en 2022 et 2023.

S'agissant des Maisons Pour Tous :

1. Confirmer la dynamique centre social pour toutes les Maisons Pour Tous ;
2. Valoriser les ressources en matière d'animation au service des publics prioritaires (adolescents, publics éloignés, culture, ville à hauteur d'enfant) ;
3. Favoriser leur mise en réseau ;
4. Accompagner leur modernisation.

S'agissant de la jeunesse :

1. Assurer une coordination des acteurs de la jeunesse ;
2. Renforcer l'accueil et l'information des jeunes ;
3. Développer et valoriser les actions en faveur de la santé, l'emploi et le logement des jeunes ;
4. Développer les actions et outils pour favoriser l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, à la citoyenneté ;
5. Soutenir l'engagement et la créativité des jeunes.

LES FINANCEMENTS

Sur le volet petite enfance, le financement des places existantes en établissement d'accueil du jeune enfant municipal avoisinera les 2 M€ (données transmises par la CAF – les montants seront stabilisés après clôture des bilans d'activités). Le développement des 449 places en crèche sera soutenu financièrement selon un « *bonus territoire* » CTG majoré pour les nouvelles places (2 750 € selon le barème 2022 pour les communes relevant du groupe 4).

Sur le volet enfance et jeunesse, en application d'une directive de la CNAF déjà applicable dans le cadre du CEJ actuel, il n'est plus possible de percevoir de nouveaux financements pour le fonctionnement des accueils de loisirs 3/17 ans, les séjours et les actions de pilotage. La CAF continue à accompagner diverses actions jeunesse sur d'autres enveloppes comme de nouvelles offres de loisirs, des séjours, des actions portées par les jeunes... Aussi, le financement des places municipales existantes avoisinera les 490 000 € (les montants seront stabilisés après clôture des bilans d'activités). Ce montant est revalorisé de plus de 200 000 € par rapport à l'existant, les planchers ayant été revalorisés et les accueils de loisirs périscolaires pris en compte.

Des échanges sont prévus avec la CNAF afin d'affiner les aspects financiers qui font l'objet de conventions spécifiques.

Par ailleurs, le financement des postes de « *chargés de coopération* » apporté par la CAF restera au même niveau que ce que prévoyait le CEJ. Ainsi, la CAF cofinancera 7,5 ETP pour la Ville.

Enfin, le passage à la CTG entraîne une révision des flux financiers entre la CAF, la Ville et les associations, puisque la CAF versera directement à partir de 2023 le bonus CTG aux gestionnaires publics et privés, alors que jusqu'en 2022, la Ville percevait les recettes qui venaient en atténuation des dépenses effectuées pour soutenir les acteurs. De ce fait, la Ville engagée aux côtés de ses partenaires associatifs, poursuivra son soutien dont le montant sera revu dans le cadre du vote du Budget Primitif 2023 pour déduire avant versement la participation dorénavant directe de la CAF.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la signature de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention CTG 2022-2026.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-211717-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.